



## **AFRIQUE/MALAWI - Intervention du Président de la Conférence épiscopale : « On ne peut suffoquer la société civile et la démocratie »**

Lilongwe (Agence Fides)- La police a renforcé les contrôles dans les plus importantes villes du Malawi et ce malgré l'annulation de la journée de protestation prévue pour hier, 17 août (voir Fides 17/08/2011). Les partis d'opposition ont donné au gouvernement un délai d'un mois pour répondre à leurs demandes. Dans le cas où ce délai ne serait pas respecté, une manifestation nationale a déjà été convoquée pour le 17 septembre.

La veillée de prière organisée par les communautés religieuses du pays, qui devait avoir lieu en même temps que la manifestation, a, elle aussi, été annulée.

Le 16 août une rencontre de prière s'est cependant tenue près la Comesa Hall de Blantyre.

« Dans la grande salle, se trouvaient les représentants des églises chrétiennes et de la communauté islamique qui, malgré le mois du Ramadan et le jeûne, ont tenu à être présents » déclare à l'Agence Fides le Père Piergiorgio Gamba, missionnaire montfortain qui vit et œuvre depuis des décennies dans le pays.

« A cette occasion, les communautés religieuses ont fait preuve d'une très grande maturité de foi. Les églises ont fait leur les préoccupations et les peurs de la population et ont pu référer au Président en personne ce que les gens ne parviennent pas encore à dire librement » déclare le missionnaire.

Le thème de la prière était : « Une Nation à la recherche de l'intervention de Dieu pour le Pardon, la Réconciliation et la Paix » (A Nation Seeking God's Intervention in Forgiveness, Reconciliation and Peace).

« Différents prédicateurs se sont alternés à des chorales qui chantaient des psaumes » continue le Père Gamba. « Tous ont souligné qu'une tempête bouleverse actuellement le Malawi et qu'il existe le risque de détruire l'avenir du pays. Mais c'est le sermon de S.Exc. Mgr Joseph Mukasa Zuza, Evêque de Mzuzu et Président de la Conférence épiscopale du Malawi, qui est allé au cœur de l'affrontement entre la classe dirigeante et la population du Malawi. Mgr Zuza a déclaré entre autre dans son homélie que la Présidence doit cesser de suffoquer la société civile, la presse, l'autorité judiciaire et la démocratie qui a coûté si cher au pays ».

« L'Eglise catholique a su écrire une page digne de la Lettre pastorale de 1992 (qui a donné le la au processus de retour à la démocratie après une longue dictature). A vingt ans de distance, cette Eglise est devenue adulte et mérite toute l'estime des fidèles et du pays » conclut le missionnaire. (L.M.) (Agence Fides 18/08/2011)